

Turquie - Iran - Djihadistes français
- Entretien de M. Jean-Baptiste
Lemoyne, secrétaire d'État auprès
du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec "Sud
Radio" - extraits
(Paris, 04 janvier 2018)

Q - Bonjour Jean-Baptiste Lemoyne.

R - Bonjour.

Q - Il y a peut-être un dossier qui va provoquer d'autres couacs, pas forcément le gouvernement mais en tous les cas en dehors, avec la venue demain du président turc, Erdogan. A Paris elle fait déjà parler, elle fait déjà jaser. Est-ce que cette visite était nécessaire ?

R - Vous savez dès leur premier entretien téléphonique à la suite de son élection le président de la République avait lancé une invitation au président de la République turque pour tenir une réunion de travail à Paris. Le président de la République turque y répond aujourd'hui. Et vous savez il faut parler avec tout le monde, tout le temps.

Q - Cela veut dire avec les Turcs, avec les Kurdes sur le même tempo ?

R - Mais bien sûr ! Par exemple le président de la République, il y a un mois, avait reçu le nouveau Premier ministre du gouvernement kurde d'Irak. Dans cette zone qui est complexe où il y a différents conflits aux frontières de la Turquie - on parle de la Syrie, mais pas seulement - il est important de maintenir le fil du dialogue avec toutes les nations qui comptent. La Turquie est par ailleurs un pays avec lequel la France a de nombreuses relations culturelles, économiques. Et cela n'empêche pas de passer les messages très clairement. Vous savez, dans l'intimité d'un bureau présidentiel il se dit beaucoup de choses y compris sur les droits de l'Homme. On assume nos valeurs et on demande également à nos partenaires d'être fidèles aux engagements qu'ils ont pris, et aux Conventions dont ils sont signataires, je pense en particulier à la convention européenne des droits de l'homme.

Q - Est-ce que cette visite sous-entend qu'on va relancer le processus de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ?

R - Vous savez que pour l'instant ce processus est gelé parce qu'il y a un certain nombre d'attente des pays européens par rapport justement à des éléments liés aux libertés fondamentales et il faut qu'il y ait des gestes très concrets de la Turquie pour pouvoir discuter d'un certain nombre de dossiers. Je peux vous dire que les messages sont et seront passés.

Q - Vous parliez de l'Iran tout à l'heure. Jean-Yves Le Drian reporte donc sa visite. Emmanuel Macron fustige quand même l'attitude des États-Unis ou d'Israël vis-à-vis du président iranien. Aujourd'hui quelle est la position de la France ? Quel rôle entend-on jouer ?

R - La position de la France est très claire. La France, elle défend l'accord de Vienne de 2015, qui a été signé à l'époque par Laurent Fabius et qui prévoit un contrôle très strict de toutes les activités nucléaires iraniennes. Et, à côté de cela, la France est également vigilante sur un certain nombre d'autres activités conduites par l'Iran, en matière balistique. Le président de la République souhaite qu'il y ait un dialogue très régulier avec l'Iran de ce point de vue-là.

Par ailleurs, l'Iran - cela ne vous a pas échappé - est assez présent à travers un certain nombre de bras armés dans la région, que ce soit en Syrie et sur d'autres territoires. Il convient là aussi d'avoir un dialogue sur les conditions peut-être, en tous les cas d'une durée temporaire de tout cela parce que cela contribue parfois à rendre complexe certains dossiers régionaux.

Q - Je voudrais prolonger sur ce sujet puisqu'au fond c'est ce que je comprends depuis quelques jours, à chaque fois que l'on pose la question - encore hier, au président de la République - sur la situation en Iran, qui est actuellement une révolution interne de la société iranienne, vous répondez balistique, nucléaire et géopolitique, ça n'a rien à voir. Qu'est-ce que vous pensez de la révolution culturelle interne de la société qui s'ouvre à la liberté de la presse, qu'on a encore évoquée hier ? Qu'est-ce que vous en pensez ? Est-ce que la France doit encourager cette liberté et ce printemps iranien peut-être ?

R - J'ai été deux fois en Iran ces derniers mois et j'ai pu aller aussi, à côté des rencontres officielles, à la rencontre de la société civile. J'ai rencontré des artistes et des étudiants et j'ai bien vu cette appétence pour une expression effectivement d'une liberté et d'ailleurs qui a pu s'exprimer...

Q - C'est bien ou pas ? Est-ce que c'est bien pour vous ?

R - Mais heureusement que cette vitalité de ce peuple perse, qui a une histoire millénaire et qui a justement une culture, ne demande qu'à s'exprimer. D'ailleurs le président Rohani a concédé qu'il fallait des espaces de dialogue avec la société civile. En l'occurrence les observateurs décrivent un mouvement qui vient d'abord de de jeunes qui sont confrontés au chômage. Il y a une croissance en Iran de l'ordre de 6%, mais cette croissance ne profite pas à tout le monde, en tout cas pas encore, et c'est bien là le sujet.

Q - Juste une dernière petite question avec le retour d'Émilie König qui est demandée par sa famille, par elle-même pour être jugée en France. Pour vous, cette djihadiste arrêtée en Syrie

doit-elle être jugée en France ?

R - Sur ce sujet, cela avait été annoncé, ce sera au cas par cas. Par exemple les personnes adultes qui sont prisonnières, faites prisonnières sur les théâtres d'opération extérieure par exemple en Irak peuvent être jugées en Irak. Dans tous les cas, les djihadistes capturés en Irak ou en Syrie doivent répondre des crimes qu'ils ont commis. Ils pourront être jugés sur place si les conditions sont réunies pour cela.

(...)

Q - Une loi contre les fausses informations pendant les campagnes électorales annoncée par Emmanuel Macron hier, un membre du conseil de surveillance de Russia Today France, la chaîne d'information russe parle ce matin de petites rancœurs minables du président de la République. Vous lui répondez quoi ?

R - Moi je lui réponds qu'il faut regarder ce qui s'est passé dans les campagnes électorales américaines et même françaises dernièrement.

Q - Oui parce que là on parle de la France.

R - Oui, mais j'ai des souvenirs très précis de cette campagne présidentielle et, dans un premier temps dans la primaire, Alain Juppé a été la cible de campagne diffamatoire par rapport à sa relation supposée à l'islam. Emmanuel Macron lui-même a été la cible d'attaques fausses et parfois contre lesquels vous êtes totalement désarmés. Nous sommes ici sur un média connu avec des journalistes connus qui font un travail d'analyse, qui dissèquent et je trouve que c'est rendre honneur à votre métier que de faire en sorte que ce soit le vrai qui émerge plutôt que le faux.

Q - Est-ce qu'il y a une volonté de la part du gouvernement de faire taire des chaînes comme Russia Today par exemple une fois pour toute, alors qu'elle a été autorisée ?

R - Il s'agit de faire en sorte que tout ce qui est à base de rumeurs et de fausses informations soit combattu. Vous savez d'ailleurs que la loi de 1881 sur la liberté de la presse a été modifiée en 2000 par une ordonnance de Lionel Jospin, pour prévoir un certain nombre de sanctions en la matière pour la propagation de fausses informations. Il s'agit de compléter un arsenal législatif qui existe déjà.

(...)

Q - Merci beaucoup Jean Baptiste Lemoyne d'avoir été avec nous ce matin./.

